

DRAMATIQUE ATTENTE A ALGER

L'OAS menace de rompre la trêve aujourd'hui

ALGER, 5 juin. — Un seul attentat a été enregistré à Alger, alors qu'on en compte plusieurs en Oranie. Mais, dans le département de Médéa, le préfet a jugé la sécurité telle qu'il a décidé de lever le couvre-feu.

Hier matin, l'unique quotidien d'Alger, « La Dépêche d'Algérie », a paru avec deux pages d'une édition pirate de l'OAS, illustrées de nombreuses photographies. Le journal a été interdit et les inspecteurs se sont efforcés de récupérer les paquets de journaux avant leur mise en vente, sans grand succès d'ailleurs.

Il faut signaler aussi les émissions pirates insérées dans le canal son de la télévision, qui ont annoncé que l'OAS reprendrait sa liberté d'action à partir de lundi, minuit, « à moins que... » Le speaker anonyme a précisé que l'Armée secrète poursuivait son action en vue d'une conférence avec le FLN; mais il a mis en cause le rôle joué par le général de Gaulle, par l'intermédiaire de MM. Fouchet, Roth et Koenig, « pour empêcher une discussion et s'en tenir seulement aux accords d'Evian ». Il semble que le désarroi s'empare de l'OAS et que des divergences de vues très vives opposent les activistes d'Alger et d'Oran, et singulièrement les civils aux militaires. (Afp-GdL)

L'organisation terroriste paraît désespérée

LE CNRA, qui continue de siéger à Tripoli, a démenti formellement que des contacts aient eu lieu entre des responsables FLN et des dirigeants de l'OAS et a estimé douteux des contacts entre activistes et l'Exécutif provisoire. Il est difficile de faire la part du vrai et de l'intoxication, encore qu'une rumeur vraisemblable veuille que Susini ait rencontré le pré-

sident Farès pour en obtenir de nouvelles garanties négociées. On sait que plusieurs personnalités jusqu'alors très favorables à l'« Algérie française » ont finalement choisi d'aller aux renseignements et n'ont pas craint de parler sans intermédiaire avec les représentants du FLN à Rocher-Noir, MM. Mostefaï et Abdesselam en particulier.

INITIATIVES EUROPÉENNES

Au moment où l'OAS annonçait une « opération Néron » ou « 1830 », désignant ainsi sa volonté de ne rien laisser d'intact dans l'Algérie d'après l'autodétermination, M. Goetz, président de la Société nationale de recherches et d'exploitation pétrolières (S.N. Repal), et M. Batard, représentant syndical des ouvriers d'Algérie et du Sahara, acceptaient le dialogue, autrement dit s'engageaient à lutter contre la volonté de

sabotage des installations d'Hassi R'mel et d'Hassi-Messaoud.

Il est vrai que ces entretiens n'avaient pas eu lieu que les intéressés se plaignaient qu'on en ait parlé. On peut attribuer cette mauvaise humeur au fait que les libéraux d'Algérie se trouvaient associés aux pourparlers, et surtout à la crainte des réactions de l'état-major de l'Armée secrète. Il est maintenant évident que les officiers

activistes condamnent ces prises de contact, mais non moins certain que les civils de l'OAS, Européens d'Algérie, cherchent une ouverture à la veille de l'autodétermination. Ils sont conscients qu'un processus irréversible est en cours, et ils craignent de servir de plus en plus d'instruments à l'ambition de militaires ultras, résignés à la perte des départements d'Afrique du Nord, mais résolus à en utiliser les conséquences aggravées le plus possible en France. L'émission pirate d'Oran, dimanche soir, révélait l'existence d'un hiatus au sein de l'OAS, rappelant d'abord que l'organisation secrète n'a qu'un chef, Gardy, et déniait « toute représentativité, toute valeur d'engagement à des pourparlers si, par impossible, ils étaient engagés ».

« EL MOUDJAHID » AU GRAND JOUR

Si l'interdiction de « La Dépêche d'Algérie » prive les Algérois européens de leur unique quotidien, tous les Musulmans ont leur hebdomadaire, « El Moudjahid », organe officiel du FLN, qui pour la première fois a paru au grand jour. Imprimé en Algérie, et non plus sur les presses de M. Smadja à Tunis, le journal est librement mis en vente. L'agence créée par le Ministère de l'information du GPRA « Algérie Presse Service » (A.P.S.), est établie à Alger, dans la Casbah, 12, rue Pompée, et son directeur, M. Zitouni, y est arrivé avec ses collaborateurs, via Bizerte, selon la procédure d'acheminement qui a maintenant fait ses preuves.

RÉUNION DE L'OAS

L'A.P.S. a pris position hier sur ce que l'agence appelle « la pseudo trêve ». « Il se confirme qu'une importante réunion des chefs de l'OAS de toute l'Algérie a eu lieu vendredi, samedi et dimanche, quelque part dans le Grand Alger. Le conclave des tueurs a été provoqué par les difficultés qui assaillent actuellement l'organisation fasciste. Il apparaît de plus en plus que la pseudo-trêve décidée ces jours derniers à Alger n'avait pour but que de permettre aux dirigeants de se consulter pour prendre de nouvelles dispositions concernant l'exode massif des Européens, ces Européens qui échappent de plus en plus à leur influence criminelle. »

Il faut en effet se souvenir que l'OAS avait interdit tout contact avec Rocher-Noir comme tout départ d'Européens. Depuis, les activistes ont dû faire marche arrière et suivre leurs troupes. C'est une perte de face, qui impose la recherche d'une issue honorable, mais qui risque aussi de provoquer un peu plus d'actions désespérées, le désastre collectif étant la façon de faire partager à tous l'échec des fanatiques.

LA MINORITÉ

Il n'y a en Algérie qu'une seule localité où les Européens sont plus nombreux que les Musulmans : c'est Aïn el Turk, une petite station balnéaire près d'Oran. Dans le Grand Alger, il y a seulement 35 % d'Européens et à Oran un peu moins de 50 %, sans tenir compte des derniers départs. Or, les Français d'Algérie sont, dans la proportion de 91 % des citoyens, et non des colons sur leurs terres comme on se plaît souvent à l'imaginer. Toute l'histoire récente de l'Algérie française peut se résumer par l'obsession de domestiquer la loi du nombre : l'intégration consistait d'ailleurs moins à faire dix millions de citoyens algériens égaux en droits et en devoirs, mais à opposer quarante-cinq millions de Français à neuf millions de Musulmans.

Ni les barricades de janvier, ni les journées de décembre 1960, ni le putsch d'avril 1961 n'ont persuadé les Européens d'Algérie qu'ils ne pouvaient pas refaire le 13 mai. Tous les journalistes les ont entendus dire : « Le jour où ce sera sérieux, alors, on fera tout sauter... » On leur demandait quand ce serait sérieux, et ils répondaient : « Si l'y a des pourparlers avec les fellouzes, la baraque, on se la casse... » Puis, ce fut : « Si on libère Ben Bella... Si on signe des accords... Si le FLN vient à Alger... »

ILS ONT ÉTÉ TROMPÉS

Longtemps, le Français d'Algérie a dit : « On ne nous la fait pas ». Et voilà qu'« on la leur fait ». La démocratie a joué contre les Européens, parce qu'ils étaient la minorité, et on leur avait tant dit qu'il suffisait de crier pour abolir cette minorité. Ils découvrent maintenant qu'on les a trompés, qu'on leur a menti. Comment, en quelques jours, leur apprendre ce que « L'Echo d'Alger » leur a caché durant des années. On s'étonne que ces Européens n'aient pas lu les accords d'Evian, mais les avait-on préparés à les lire ? C'est la plus grande faute d'une politique raisonnable, qui a oublié totalement que le cœur a ses raisons que la raison ne connaît pas.

Ch.-H. F.